

**Propositions du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture**

ACE n° 89

**2016\_09\_JCE\_Loi sur les Eglises nationales bernoises\_LEgN**

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<b>Loi sur les Eglises nationales bernoises (Loi sur les Eglises nationales, LEgN)</b>			
	<i>Le Grand Conseil du canton de Berne,</i> vu les articles 121 à 125 de la Constitution cantonale <sup>1)</sup> , sur proposition du Conseil-exécutif,  <i>arrête:</i>			
	<b>I.</b>			
	<i>1. Généralités</i>			
	Art. 1 Champ d'application  <sup>1</sup> La présente loi définit le statut ainsi que les grandes lignes de l'organisation et du financement des Eglises nationales réformée évangélique, catholique romaine et catholique chrétienne reconnues par le canton.			

<sup>1</sup> [RSB 101.1](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>2</sup> Elle règle en outre le statut des ecclésiastiques engagés par les Eglises nationales, leurs entités régionales ou les paroisses.</p> <p><sup>3</sup> Elle complète, pour les paroisses et les paroisses générales, les dispositions de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)<sup>1</sup>.</p>			
	<p>Art. 2 Statut juridique</p> <p><sup>1</sup> Les Eglises nationales sont des collectivités publiques de droit cantonal dotées de la personnalité juridique.</p> <p><sup>2</sup> Elles sont autonomes dans les limites du droit cantonal.</p> <p><sup>3</sup> Elles observent les principes de l'Etat de droit.</p>			
	<p>Art. 3 Importance des Eglises nationales pour la société en général</p>			

<sup>1</sup> [RSB 170.11](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>1</sup> Les Eglises nationales contribuent, dans l'intérêt de la société en général, à la solidarité au sein de la collectivité, à la transmission de valeurs fondamentales, à la paix confessionnelle, à la formation religieuse et à la sauvegarde du patrimoine culturel.</p>			
	<p>Art. 4 Partenariat</p> <p><sup>1</sup> Le canton et les Eglises nationales travaillent en partenariat.</p> <p><sup>2</sup> Le canton peut consulter l'Evêque de Bâle et l'Evêque de l'Eglise catholique chrétienne de la Suisse au sujet d'affaires qui les concernent.</p>			
	<p>Art. 5 Droit de préavis et de proposition</p> <p><sup>1</sup> Les Eglises nationales ont un droit de préavis et de proposition dans les affaires cantonales et intercantionales qui les concernent.</p> <p><sup>2</sup> Le canton entend les Eglises nationales lors des procédures de consultation qu'il mène.</p> <p><sup>3</sup> Le canton et les Eglises nationales traitent en règle générale par le truchement de leurs exécutifs.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 6 Appartenance</p> <p><sup>1</sup> L'appartenance à une Eglise nationale est déterminée par le droit de celle-ci.</p> <p><sup>2</sup> Ce droit règle en particulier le droit de vote des membres de l'Eglise nationale, des paroisses et des paroisses générales.</p> <p><sup>3</sup> La sortie d'une Eglise nationale est possible en tout temps par une déclaration écrite.</p>			
	<i>2. Organisation</i>			
	<i>2.1 Principes</i>			
	<p>Art. 7</p> <p><sup>1</sup> Les Eglises nationales définissent leur organisation selon les principes de la démocratie et de l'Etat de droit.</p> <p><sup>2</sup> Elles fixent les grandes lignes de leur organisation ainsi que les compétences et la participation de leurs membres dans un acte législatif qu'elles doivent soumettre au vote de ces derniers.</p> <p><sup>3</sup> Le canton participe à l'organisation des élections au législatif des Eglises nationales qui lui en font la demande.</p>			
	<i>2.2 Ressort territorial</i>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 8</p> <p><sup>1</sup> Le ressort territorial des Eglises nationales correspond au territoire du canton.</p> <p><sup>2</sup> Les réglementations dérogatoires de conventions passées par le canton ou les Eglises nationales avec les services compétents d'autres cantons sont réservées.</p> <p><sup>3</sup> Les Eglises nationales peuvent constituer une association de droit public dotée de la personnalité juridique avec les Eglises reconnues d'autres cantons.</p> <p><sup>4</sup> Les conventions des Eglises nationales au sens des alinéas 2 et 3 requièrent l'approbation du Conseil-exécutif.</p>			
	<i>2.3 Découpage régional</i>			
	<p>Art. 9</p> <p><sup>1</sup> Les Eglises nationales ou les associations au sens de l'article 8, alinéa 3 peuvent découper leur ressort territorial en entités régionales et les doter de la personnalité juridique.</p> <p><sup>2</sup> Ce faisant, elles respectent dans la mesure du possible les limites des arrondissements administratifs ou des régions administratives.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<sup>3</sup> Le droit de l'Eglise nationale concernée fixe les détails, et notamment l'organisation et les tâches des entités régionales.			
	<i>2.4 Paroisses</i>			
	<i>2.4.1 Existence</i>			
	<p>Art. 10</p> <p><sup>1</sup> Les Eglises nationales sont organisées en paroisses. Elles se composent de l'ensemble de leurs paroisses respectives.</p> <p><sup>2</sup> Chaque paroisse se compose des personnes domiciliées sur son territoire qui sont membres de l'Eglise nationale à laquelle elle est rattachée.</p> <p><sup>3</sup> Le Conseil-exécutif fixe le territoire et le nom de chaque paroisse par voie d'ordonnance.</p> <p><sup>4</sup> Il entend l'organe compétent de l'Eglise nationale concernée préalablement à la création, à la suppression ou à la modification du territoire d'une paroisse ainsi qu'à la fusion de paroisses en application de l'article 4h LCo.</p> <p><sup>5</sup> Le Grand Conseil est compétent pour ordonner une fusion de paroisses au sens de l'article 4i LCo.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<i>2.4.2 Langue</i>			
	<p>Art. 11</p> <p><sup>1</sup> La langue des paroisses est régie par l'article 6 de la Constitution cantonale.</p> <p><sup>2</sup> Des paroisses de l'autre langue officielle peuvent exister sur les territoires germanophone et francophone du canton. Dans un tel cas, les membres de l'Eglise nationale choisissent à quelle paroisse ils veulent appartenir.</p> <p><sup>3</sup> Les paroisses bilingues sont possibles. Elles peuvent avoir un territoire différent pour leurs membres germanophones d'une part et francophones d'autre part.</p>			
	<i>2.4.3 Organisation</i>			
	<p>Art. 12</p> <p><sup>1</sup> L'organisation des paroisses est régie par la loi sur les communes, pour autant que le droit cantonal n'en dispose pas autrement.</p> <p><sup>2</sup> Le droit d'une Eglise nationale peut prévoir des dispositions complémentaires sur la collaboration entre les organes et le personnel des paroisses ainsi que sur les incompatibilités.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>3</sup> Les paroisses peuvent prévoir dans leur règlement d'organisation des dispositions spéciales sur l'encouragement de la vie de l'Eglise, en particulier sur leur organisation décentralisée et sur la protection des minorités confessionnelles.</p> <p><sup>4</sup> Les Eglises nationales encouragent la coopération interparoissiale.</p>			
	<i>2.5 Paroisses générales</i>			
	<p>Art. 13</p> <p><sup>1</sup> Des paroisses d'une Eglise nationale peuvent se regrouper en une paroisse générale pour accomplir des tâches conjointement.</p> <p><sup>2</sup> La création d'une paroisse générale ou l'affiliation à une telle collectivité requiert une décision des ayants droit au vote.</p>			
	<i>3. Ecclésiastiques</i>			
	<p>Art. 14</p> <p>Formation</p> <p><sup>1</sup> Le canton veille à la formation universitaire des ecclésiastiques des Eglises nationales réformée évangélique et catholique chrétienne.</p>			



Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>2</sup> L'Université de Berne détermine les exigences de la formation universitaire des ecclésiastiques après avoir entendu ces deux Eglises nationales.</p> <p><sup>3</sup> Le canton, l'Université de Berne et ces deux Eglises nationales peuvent régler par voie de convention leur collaboration en matière de formation pratique des ecclésiastiques.</p> <p><sup>4</sup> Le canton institue une commission d'examen pour chacune des trois Eglises nationales.</p>			
	<p>Art. 15 Rapports de travail</p> <p><sup>1</sup> Le droit des Eglises nationales régit le statut des ecclésiastiques. Les rapports de travail relèvent du droit public.</p> <p><sup>2</sup> Le droit des Eglises nationales peut obliger les ecclésiastiques à occuper un logement de fonction pendant la durée de leur engagement.</p> <p><sup>3</sup> Dans la mesure où les Eglises nationales n'édicte pas de dispositions propres, la législation cantonale sur le personnel est applicable par analogie.</p>			
	<p>Art. 16 Autorité d'engagement</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>1</sup> Les paroisses engagent leurs ecclésiastiques.</p> <p><sup>2</sup> Les Eglises nationales ou leurs entités régionales engagent les autres ecclésiastiques, sous réserve de l'alinéa 3.</p> <p><sup>3</sup> Les hôpitaux et les institutions d'exécution judiciaire qui engagent des ecclésiastiques consultent au préalable l'organe compétent de l'Eglise nationale concernée.</p>			
	<p>Art. 17 Conditions d'engagement</p> <p><sup>1</sup> L'engagement d'un ou d'une ecclésiastique est soumis aux conditions suivantes:</p> <p>a pour les ecclésiastiques germanophones des Eglises nationales réformée évangélique et catholique chrétienne: réussite de l'examen d'Etat ou obtention d'un titre équivalent,</p> <p>b pour tous les autres ecclésiastiques: obtention d'un titre universitaire de master en théologie ou d'un autre titre équivalent et</p> <p>c pour tous les ecclésiastiques: consécration ou missio canonica valable ainsi que réussite de la formation pratique selon les dispositions de l'Eglise nationale concernée.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>2</sup> Les conditions énoncées à l'alinéa 1 doivent être remplies pendant toute la durée des rapports de travail.</p> <p><sup>3</sup> Le droit des Eglises nationales peut prévoir des conditions d'engagement complémentaires.</p>			
	<p>4. Accès aux données et échange de données</p>			
	<p>Art. 18 Accès des ecclésiastiques aux données</p> <p><sup>1</sup> Les ecclésiastiques des Eglises nationales ont accès, au cas par cas et sur demande, au nom et adresse des membres de leur Eglise dont ils ont besoin pour l'accompagnement spirituel dans les institutions d'exécution judiciaire ainsi que dans les institutions soumises à la loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)<sup>1)</sup>, à la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH)<sup>2)</sup> ou à la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LA-Soc)<sup>3)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Une personne concernée peut s'opposer à la communication de ses données sans fournir de motivation.</p>			

<sup>1</sup> [RSB 811.01](#)

<sup>2</sup> [RSB 812.11](#)

<sup>3</sup> [RSB 860.1](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 19 Accès des paroisses et des paroisses générales aux données</p> <p><sup>1</sup> Les paroisses et les paroisses générales ont accès, selon une procédure d'appel ou d'annonce, aux données des registres du contrôle des habitants des communes de domicile dont elles ont besoin pour enregistrer leurs membres, tenir le registre des votants ou accomplir les tâches que le droit de l'Eglise nationale leur attribue.</p> <p><sup>2</sup> Les directions d'école leur communiquent gratuitement les listes de classe et les autres données nécessaires à l'organisation de l'enseignement religieux.</p> <p><sup>3</sup> L'accès aux données au sens des alinéas 1 et 2 porte aussi, dans la mesure où il est nécessaire, sur des données particulièrement dignes de protection.</p>			
	<p>Art. 20 Accès des Eglises nationales aux données</p> <p><sup>1</sup> Le canton fournit gratuitement aux Eglises nationales les données dont elles ont besoin pour la péréquation financière entre leurs paroisses et paroisses générales ainsi que pour l'attribution des postes d'ecclésiastique.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 21 Prescriptions complémentaires sur la protection des données</p> <p><sup>1</sup> En matière de protection des données, les Eglises nationales peuvent, pour leurs propres besoins, édicter des prescriptions complétant ou précisant la législation cantonale sur la protection des données.</p> <p><sup>2</sup> Elles peuvent échanger des données particulièrement dignes de protection relatives à leurs membres, dans le cadre de la coopération au sein de leurs organisations propres ou avec d'autres Eglises nationales, pour autant que l'accomplissement de leurs tâches ecclésiastiques l'exige.</p>			
	<i>5. Voies de droit et responsabilité</i>			
	<i>5.1 Voies de droit</i>			
	<p>Art. 22 Compétences et procédure</p> <p><sup>1</sup> Dans la mesure où le droit des Eglises nationales n'institue pas d'instances ecclésiastiques de recours au sens des articles 23 ou 24, les compétences sont régies par les dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)<sup>1</sup>.</p>			

<sup>1</sup> [RSB 155.21](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>2</sup> Sauf dispositions contraires de la présente loi, la procédure devant les autorités des Eglises nationales et de leurs entités régionales, des paroisses et des paroisses générales est régie par les dispositions de la LPJA.</p>			
	<p>Art. 23 Instances ecclésiastiques de recours</p> <p><sup>1</sup> Les Eglises nationales peuvent prévoir des instances ecclésiastiques de recours appelées à statuer sur les recours contre les décisions et arrêtés de leurs autorités, de leurs entités régionales ainsi que de leurs paroisses et paroisses générales qui se fondent sur leur législation propre.</p> <p><sup>2</sup> Sont exceptés de la compétence de telles instances les décisions et arrêtés rendus</p> <p>a en matière d'élections et de votations,</p> <p>b sur des affaires relevant du droit du personnel,</p> <p>c dans toutes les autres affaires soumises, entièrement ou en partie, au droit temporel.</p>			
	<p>Art. 24 Commission des recours de l'Eglise nationale réformée évangélique</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>1</sup> Une Commission des recours statue en dernière instance cantonale sur les affaires relevant exclusivement de l'Eglise nationale réformée évangélique.</p> <p><sup>2</sup> La Commission des recours doit satisfaire aux exigences imposées à tout tribunal par l'article 30 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 de la Confédération suisse (Cst.)<sup>1</sup>.</p> <p><sup>3</sup> Les articles 79 et 80 à 84 LPJA sont applicables par analogie à la procédure devant la Commission des recours.</p> <p><sup>4</sup> La saisine de la Commission des recours est exclue contre des arrêtés, décisions et décisions sur recours revêtant un caractère politique prépondérant.</p>			
	<p>Art. 25 Conflits de compétence</p> <p><sup>1</sup> Si une autorité de recours ecclésiastique et une autorité de recours cantonale s'estiment toutes deux compétentes, ou au contraire incompétentes, et si un échange de vues n'a pas abouti, le Tribunal administratif statue.</p>			
	<p>5.2 Responsabilité</p>			
	<p>Art. 26</p>			

<sup>1</sup> [RS 101](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>1</sup> Les dispositions de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers)<sup>1)</sup> sont applicables par analogie à la responsabilité des Eglises nationales et de leurs entités régionales, exception faite de l'article 104b LPers.</p> <p><sup>2</sup> Le droit des Eglises nationales désigne l'organe ecclésiastique compétent pour statuer sur les prétentions contestées.</p>			
	<i>6. Finances</i>			
	<i>6.1 Impôts paroissiaux et péréquation financière</i>			
	<p>Art. 27</p> <p><sup>1</sup> Les paroisses et les paroisses générales perçoivent l'impôt paroissial auprès des membres de leur confession ainsi que des personnes morales conformément à la loi du 16 mars 1994 sur les impôts paroissiaux (LIP)<sup>2)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Le droit des Eglises nationales peut prévoir une péréquation financière visant à équilibrer la charge fiscale entre les paroisses ou paroisses générales.</p>			
	<i>6.2 Contributions des paroisses et des paroisses générales aux Eglises natio-</i>			

<sup>1</sup> [RSB 153.01](#)

<sup>2</sup> [RSB 415.0](#)



Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<i>nales et à leurs entités régionales</i>			
	<p>Art. 28</p> <p><sup>1</sup> Les paroisses et les paroisses générales versent des contributions à leur Eglise nationale et à ses entités régionales.</p> <p><sup>2</sup> La fixation et la perception de ces contributions incombent aux Eglises nationales.</p>			
	<i>6.3 Prestations financières du canton en faveur des Eglises nationales</i>			
	<i>6.3.1 Contributions de base</i>			
	<p>Art. 29</p> <p>Principe</p> <p><sup>1</sup> Le canton garantit les droits découlant de titres juridiques historiques de l'Eglise nationale réformée évangélique et prend en compte la situation historique des Eglises nationales catholique romaine et catholique chrétienne.</p> <p><sup>2</sup> A cette fin, il leur verse à chacune une contribution de base.</p> <p><sup>3</sup> Les contributions de base doivent être affectées à la rémunération des ecclésiastiques.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 30 Montant</p> <p><sup>1</sup> La contribution de base est de</p> <p>a 34,8 millions de francs pour l'Eglise nationale réformée évangélique,</p> <p>b 8 millions de francs pour l'Eglise nationale catholique romaine,</p> <p>c 440 000 francs pour l'Eglise nationale catholique chrétienne.</p> <p><sup>2</sup> Le montant de la contribution de base est adapté annuellement en fonction de la croissance de la masse salariale du canton.</p>			
	<p><i>6.3.2 Subventions pour les prestations d'intérêt général</i></p>			
	<p>Art. 31 Principe</p> <p><sup>1</sup> Le canton accorde une subvention aux Eglises nationales pour les prestations d'intérêt général qu'elles fournissent en application de l'article 3.</p> <p><sup>2</sup> Les prestations d'intérêt général consistent en particulier en</p> <p>a offres d'animation de jeunesse,</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>b consultations conjugales et familiales à l'intention des couples mariés ou non,</li> <li>c offres destinées aux personnes âgées et très âgées,</li> <li>d offres destinées aux personnes handicapées,</li> <li>e offres destinées aux personnes socialement défavorisées ou dans le besoin,</li> <li>f offres destinées aux personnes migrantes ou requérant l'asile,</li> <li>g formations d'adultes,</li> <li>h enseignement religieux,</li> <li>i travail œcuménique et coopération au développement,</li> <li>k offres culturelles,</li> <li>l informations sur des thèmes sociaux et sociétaux,</li> <li>m prestations d'accompagnement spirituel.</li> </ul>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>3</sup> Trois ans avant le début d'une nouvelle période de subventionnement (art. 32, al. 1), les Eglises nationales négocient le montant de la subvention au sens de l'alinéa 1 avec la Direction compétente.</p>			
	<p>Art. 32 Arrêté</p> <p><sup>1</sup> Le Grand Conseil arrête définitivement la subvention accordée aux Eglises nationales pour une période de six ans.</p>			
	<p>Art. 33 Répartition</p> <p><sup>1</sup> Le Conseil-exécutif répartit le montant de la subvention entre les trois Eglises nationales en fonction de la part de chacune à l'ensemble des prestations d'intérêt général fournies.</p> <p><sup>2</sup> Le Conseil-exécutif statue en qualité de dernière instance cantonale.</p>			
	<p>Art. 34 Compte rendu</p> <p><sup>1</sup> Quatre ans après le début de chaque période de subventionnement, les Eglises nationales rendent compte au Conseil-exécutif de l'utilisation des subventions.</p> <p><sup>2</sup> Le Grand Conseil prend connaissance des comptes rendus.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 35 Droit complémentaire</p> <p><sup>1</sup> En l'absence de dispositions particulières dans la présente loi, les subventions pour les prestations d'intérêt général sont régies par la loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu)<sup>1</sup>.</p>			
	<i>6.3.3 Autres subventions</i>			
	<p>Art. 36</p> <p><sup>1</sup> D'autres subventions au sens de la loi sur les subventions cantonales peuvent être accordées aux Eglises nationales, aux paroisses et aux paroisses générales en application de la législation spéciale.</p>			
	<i>7. Dispositions d'exécution</i>			
	<p>Art. 37</p> <p><sup>1</sup> Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution nécessaires.</p> <p><sup>2</sup> Il règle par voie d'ordonnance, en particulier,</p> <p>a la constatation de l'appartenance à une Eglise nationale par le contrôle des habitants,</p>			

<sup>1</sup> [RSB 641.1](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>b la participation des services cantonaux compétents aux élections sur demande de l'Eglise nationale concernée,</p> <p>c le territoire et le nom de chaque paroisse,</p> <p>d l'appartenance à une paroisse, et en particulier à une paroisse de langue française ou allemande dans une région de l'autre langue,</p> <p>e le profil des paroisses et paroisses générales pour l'accès aux données personnelles contenues dans le registre électronique du contrôle des habitants,</p> <p>f les prestations et les conseils du canton en faveur des Eglises nationales et de leurs paroisses ou paroisses générales, en particulier dans les domaines du droit communal, du personnel, de l'archivage, des marchés publics et des biens immobiliers,</p> <p>g les critères de saisie et les bases de calcul des prestations d'intérêt général,</p> <p>h les modalités de versement des prestations financières du canton en faveur des Eglises nationales,</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>i les tâches et les compétences du délégué ou de la déléguée aux affaires ecclésiastiques et religieuses et</p> <p>k les commissions d'examen, leurs tâches et l'examen d'Etat.</p>			
	<i>8. Dispositions transitoires et dispositions finales</i>			
	<p>Art. 38 Transfert des rapports de travail</p> <p><sup>1</sup> Tous les rapports de travail auxquels se réfère l'arrêté du Grand Conseil du 4 septembre 2014 sur le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés par le ton<sup>1)</sup>, à l'exception de ceux des 2,8644 postes des paroisses transfrontalières, sont transférés à l'Eglise nationale compétente à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p><sup>2</sup> Les rapports de travail existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi avec les ecclésiastiques exerçant leur ministère dans une paroisse transfrontalière sont maintenus tels quels jusqu'à leur dissolution. En cas de nouvel engagement après l'entrée en vigueur de la loi, les rapports de travail seront régis par le droit du personnel de la paroisse concernée.</p>			

<sup>1</sup> [RSB 412.11](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>3</sup> Tous les rapports de travail des stagiaires sont également transférés à l'Eglise nationale compétente à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p><sup>4</sup> Les Eglises nationales remplacent les contrats de travail des ecclésiastiques et des stagiaires repris du canton par de nouveaux contrats jusqu'au 31 décembre 2020.</p> <p><sup>5</sup> Pendant la première période de subventionnement, les Eglises nationales ne peuvent pas diminuer le traitement nominal des ecclésiastiques.</p>			
	<p>Art. 39 Caisse de pension</p> <p><sup>1</sup> Les rapports de travail repris par les Eglises nationales en vertu de l'article 38 sont transférés à l'institution de prévoyance de l'Eglise nationale concernée conformément à la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>1</sup>.</p>			

<sup>1</sup> [RS 831.40](#)



Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>2</sup> Si les Eglises nationales ont précédemment conclu ou concluent à la date de la reprise des contrats de travail un contrat d'affiliation avec la Caisse de pension bernoise (CPB), les ecclésiastiques et les stagiaires concernés restent à tout le moins assurés aux conditions du plan de prévoyance standard.</p> <p><sup>3</sup> Le canton verse chaque année aux Eglises nationales assurées auprès de la CPB, jusqu'à la recapitalisation de celle-ci, les provisions qu'il a constituées pour les cotisations de financement de l'employeur et les contributions de transition. Ces montants restent liés et les Eglises nationales les inscrivent dans leurs comptes à titre de provision.</p> <p><sup>4</sup> Le Conseil-exécutif est seul compétent pour autoriser les dépenses annuelles au sens de l'alinéa 3.</p> <p><sup>5</sup> La CPB garantit financièrement la limite inférieure de rente conformément à son règlement de prévoyance.</p>			
	<p>Art. 40 Attribution des postes d'ecclésiastique</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>1</sup> Jusqu'à ce que les Eglises nationales se dotent de leur propre réglementation, l'attribution des postes d'ecclésiastique est régie par l'ordonnance du 28 janvier 2015 concernant l'attribution des postes d'ecclésiastique réformé évangélique rémunérés par le canton (OAPR)<sup>1</sup> et l'ordonnance du 28 janvier 2015 concernant l'attribution des postes d'ecclésiastique catholique romain rémunérés par le canton<sup>2</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Les Eglises nationales désignent l'organe compétent pour l'attribution des postes.</p>			
	<p>Art. 41 Première période de subventionnement</p> <p><sup>1</sup> Les subventions annuelles que le canton verse à chacune des Eglises nationales pendant la première période de subventionnement correspondent à la masse salariale des rapports de travail qu'il lui a transférés à la date d'entrée en vigueur de la présente loi conformément à l'article 38, alinéas 1 et 3 ainsi qu'aux frais de desservance moyens.</p>			
	<p>Art. 42 Modification d'actes législatifs</p>			

<sup>1</sup> [RSB 412.111](#)

<sup>2</sup> [RSB 412.112](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>1</sup> Les actes législatifs suivants sont modifiés:</p> <p>a loi du 2 novembre 1993 sur l'information du public (loi sur l'information, Lin) (RSB 107.1),</p> <p>b loi cantonale du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD) (RSB 152.04),</p> <p>c loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers) (RSB 153.01),</p> <p>d loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) (RSB 155.21),</p> <p>e loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo) (RSB 170.11),</p> <p>f loi du 28 janvier 1997 concernant les communautés israélites (RSB 410.51),</p> <p>g loi du 16 mars 1994 sur les impôts paroissiaux (LIP) (RSB 415.0),</p> <p>h loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu) (RSB 641.1),</p> <p>i loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics (LCMP) (RSB 731.2).</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>Art. 43 Abrogation d'actes législatifs</p> <p><sup>1</sup> Les actes législatifs suivants sont abrogés:</p> <p>a loi du 6 mai 1945 sur les Eglises nationales bernoises (loi sur les Eglises, LEgl) (RSB 410.11),</p> <p>b décret du 11 décembre 1985 concernant l'élection des délégués au Synode de l'Eglise réformée évangélique (RSB 410.211),</p> <p>c décret du 13 avril 1877 concernant l'Evêché catholique national (RSB 410.41),</p> <p>d décret du 9 février 1982 sur la compensation financière entre les paroisses réformées évangéliques du canton de Berne (RSB 415.2).</p>			
	<p>Art. 44 Entrée en vigueur</p> <p><sup>1</sup> La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.</p> <p><sup>2</sup> Après avoir entendu les Eglises nationales concernées, le Conseil-exécutif fixe la date d'abrogation des décrets suivants:</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>a décret concernant l'élection des délégués au Synode de l'Eglise réformée évangélique (RSB 410.211),</p> <p>b décret du 13 avril 1877 concernant l'Evêché catholique national (RSB 410.41),</p> <p>c décret du 9 février 1982 sur la compensation financière entre les paroisses réformées évangéliques du canton de Berne (RSB 415.2).</p> <p><sup>3</sup> Le Conseil-exécutif peut avancer la date d'entrée en vigueur de la modification d'actes législatifs énumérés à l'article 42.</p>			
	<b>II.</b>			
	<p><b>1.</b> L'acte législatif <a href="#">107.1</a> intitulé Loi sur l'information du public du 02.11.1993 (Loi sur l'information; LIn) (état au 01.06.2014) est modifié comme suit:</p>			
<p>Art. 2</p> <p><sup>1</sup> La présente loi s'applique à toutes les autorités du canton et des communes.</p> <p><sup>2</sup> Sont réputés autorités</p>	<p>Art. 2 al. 1 (mod.), al. 2</p> <p><sup>1</sup> La présente loi s'applique à toutes les autorités du canton <del>et</del> des communes, <u>et des Eglises nationales.</u></p> <p><sup>2</sup> Sont réputés autorités</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
b les organes des communes, de leurs établissements et des collectivités soumises à la loi sur les communes, ainsi que	<p>b (mod.) les organes des communes, de leurs établissements et des collectivités soumises à la loi sur les communes, <del>ainsi que</del></p> <p>b1 (nouv.) les organes des Eglises nationales et de leurs entités régionales, ainsi que</p>			
	Titre après Art. 13 (nouv.) <i>2.6 Eglises nationales</i>			
	<p>Art. 13a (nouv.)</p> <p><sup>1</sup> Les organes des Eglises nationales et de leurs entités régionales sont assujettis aux mêmes principes de publicité que les organes du canton.</p>			
	<p>Art. 26a (nouv.) Organes des Eglises nationales</p> <p><sup>1</sup> Les organes des Eglises nationales et de leurs entités régionales informent sur les affaires ecclésiastiques dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.</p> <p><sup>2</sup> Ils s'organisent en fonction de leurs besoins et de leurs possibilités pour garantir l'information.</p>			
Art. 31 Demandes informelles	Art. 31 al. 1 (mod.)			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p><sup>1</sup> Des renseignements concernant les domaines d'activité de l'administration peuvent être demandés auprès des autorités du canton et des communes.</p>	<p><sup>1</sup> Des renseignements concernant les domaines d'activité de l'administration peuvent être demandés auprès des autorités du canton <del>et des communes</del> <u>ainsi que des Eglises nationales et de leurs entités régionales.</u></p>			
<p>Art. 34 Communes</p> <p><sup>1</sup> Les communes peuvent réglementer l'accréditation des journalistes.</p>	<p>Art. 34 al. 1 (mod.) Communes <u>et Eglises nationales</u> (Titre mod.)</p> <p><sup>1</sup> Les communes <u>et les Eglises nationales</u> peuvent réglementer l'accréditation des journalistes.</p>			
<p>Art. 36</p>	<p>Art. 36 al. 4 (nouv.)</p> <p><sup>4</sup> Les Eglises nationales peuvent édicter des prescriptions d'exécution de détail ou complémentaires.</p>			
	<p><b>2.</b> L'acte législatif <a href="#">152.04</a> intitulé Loi sur la protection des données du 19.02.1986 (LCPD) (état au 01.06.2016) est modifié comme suit:</p>			
<p>Art. 2 Définitions</p> <p><sup>6</sup> Sont considérés comme autorités au sens de la présente loi:</p>	<p>Art. 2 al. 6 (mod.), al. 7 (mod.)</p> <p><sup>6</sup> Sont considérés comme autorités au sens de la présente loi:</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>a les services administratifs de l'Etat et des communes avec tous leurs collaborateurs;</p> <p>b les organes des collectivités et établissements ainsi que les personnes de droit privé dans la mesure où ils sont chargés d'une tâche publique.</p> <p><sup>7</sup> Les autorités de surveillance sont l'autorité cantonale de surveillance en vertu de l'article 32, ainsi que les autorités désignées par les communes et les autres corporations de droit communal en vertu de l'article 33, 1er alinéa.</p>	<p>a (mod.) les services administratifs de l'Etat du canton et des communes avec tous leurs collaborateurs;</p> <p>b (mod.) les organes des collectivités et établissements ainsi que les personnes de droit privé dans la mesure où ils sont chargés d'une tâche publique;</p> <p>c (nouv.) les organes des Eglises nationales et de leurs entités régionales.</p> <p><sup>7</sup> Les <del>Sont</del> <u>considérées comme autorités de surveillance sont l'autorité cantonale au sens de surveillance en vertu de l'article 32, ainsi que les autorités désignées par les communes et les autres corporations de droit communal en vertu de l'article 33, 1er alinéa.</u> <del>la présente loi</del></p> <p>a (nouv.) l'autorité cantonale de surveillance au sens de l'article 32;</p> <p>b (nouv.) les autorités désignées par les communes, les autres collectivités de droit communal ainsi que les Eglises nationales et leurs entités régionales au sens de l'article 33, alinéa 1.</p>			
<p>Art. 18 Registre</p>	<p>Art. 18 al. 1 (mod.), al. 5 (mod.)</p>			



Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p><sup>1</sup> L'autorité de surveillance publie sur Internet un registre des fichiers établis dans le canton, dans la commune ou dans une autre collectivité de droit communal.</p> <p><sup>5</sup> Les communes et les autres collectivités de droit communal peuvent</p>	<p><sup>1</sup> L'autorité de surveillance publie sur Internet un registre des fichiers établis dans le canton, dans la commune ou <del>dans une</del> autre collectivité de droit communal, <u>ou au sein de l'Eglise nationale ou de l'une de ses entités régionales.</u></p> <p><sup>5</sup> Les communes et les autres collectivités de droit communal <u>ainsi que les Eglises nationales et leurs entités régionales</u> peuvent Enumération inchangée.</p>			
<p>Art. 25 Responsabilité</p> <p><sup>1</sup> L'Etat et les communes ainsi que les corporations, les établissements et les personnes de droit privé, dans la mesure où ils ont été chargés de tâches publiques, sont responsables des dommages que leurs autorités, leurs organes, leurs employés et leurs mandataires causent aux personnes intéressées en traitant des données personnelles de façon illicite.</p>	<p>Art. 25 al. 1 (mod.)</p> <p><sup>1</sup> <del>L'Etat et les communes ainsi que les corporations, les établissements et les personnes de droit privé, dans la mesure où ils ont été chargés de tâches publiques, sont</del> <u>Sont</u> responsables des dommages que leurs autorités, leurs organes, leurs employés et leurs mandataires causent aux personnes intéressées en traitant des données personnelles de façon illicite.</p> <p>a (nouv.) le canton;</p> <p>b (nouv.) les communes;</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p>c (nouv.) les autres collectivités, les établissements et les personnes de droit privé, dans la mesure où ils ont été chargés de tâches publiques ainsi que</p> <p>d (nouv.) les Eglises nationales et leurs entités régionales.</p>			
<p>Art. 33 b Communes et autres corporations de droit communal</p> <p><sup>1</sup> Les communes et autres corporations de droit communal désignent pour leur domaine leur propre autorité de surveillance.</p>	<p>Art. 33 al. 1 (mod.) b Communes et autres <del>corporations</del> <u>collectivités</u> de droit communal, <u>Eglises nationales et leurs entités régionales</u> (Titre mod.)</p> <p><sup>1</sup> Les communes et autres <del>corporations</del> <u>collectivités</u> de droit communal <u>ainsi que les Eglises nationales et leurs entités régionales</u> désignent pour leur domaine leur propre autorité de surveillance.</p>			
<p>Art. 33a Indépendance</p> <p><sup>5</sup> Les autorités de surveillance des communes et des autres collectivités de droit communal doivent disposer de compétences propres suffisantes en matière d'autorisation de dépenses qui ne peuvent pas être restreintes par des prescriptions ou injonctions d'autres autorités.</p>	<p>Art. 33a al. 5 (mod.)</p> <p><sup>5</sup> Les autorités de surveillance des communes et des autres collectivités de droit communal <u>ainsi que des Eglises nationales et de leurs entités régionales</u> doivent disposer de compétences propres suffisantes en matière d'autorisation de dépenses qui ne peuvent pas être restreintes par des prescriptions ou injonctions d'autres autorités.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>Art. 37 Obligation de rendre compte</p> <p><sup>3</sup> Les communes et autres corporations de droit communal règlent les modalités de rapport de leurs autorités de surveillance.</p>	<p>Art. 37 al. 3 (mod.)</p> <p><sup>3</sup> Les communes et autres <del>corporations</del> <u>collectivités</u> de droit communal <u>ainsi que les Eglises nationales et leurs entités régionales</u> règlent les modalités de rapport de leurs autorités de surveillance.</p>			
	<p><b>3.</b> L'acte législatif <a href="#">153.01</a> intitulé Loi sur le personnel du 16.09.2004 (LPers) (état au 01.01.2017) est modifié comme suit:</p>			
<p>Art. 2 Champ d'application</p> <p><sup>2</sup> Sont réservées les prescriptions dérogatoires de la législation spéciale concernant en particulier les membres du corps enseignant, les ecclésiastiques, les collaborateurs et les collaboratrices de l'Université, de la Haute école spécialisée bernoise et de la Haute école pédagogique, les juges, les membres de la Police cantonale, les médecins hospitaliers et les membres des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte.</p>	<p>Art. 2 al. 2 (mod.)</p> <p><sup>2</sup> Sont réservées les prescriptions dérogatoires de la législation spéciale concernant en particulier les membres du corps enseignant, les <del>ecclésiastiques</del>, les collaborateurs et les collaboratrices de l'Université, de la Haute école spécialisée bernoise et de la Haute école pédagogique, les juges, les membres de la Police cantonale, les médecins hospitaliers et les membres des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte.</p>			
	<p><b>4.</b> L'acte législatif <a href="#">155.21</a> intitulé Loi sur la procédure et la juridiction administratives du 23.05.1989 (LPJA) (état au 01.08.2014) est modifié comme suit:</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>Art. 2</p> <p><sup>1</sup> Sont réputés autorités</p> <p>b les organes des communes, de leurs établissements et d'autres collectivités, pour autant qu'elles soient soumises à la loi sur les communes, et</p> <p>c les personnes privées, lorsqu'elles agissent dans l'accomplissement de tâches de droit public à elles confiées.</p>	<p>Art. 2 al. 1</p> <p><sup>1</sup> Sont réputés autorités</p> <p>b (mod.) les organes des communes, de leurs établissements et d'autres collectivités, pour autant qu'elles soient soumises à la loi sur les communes, - <del>et</del></p> <p>c (mod.) les personnes privées, lorsqu'elles agissent dans l'accomplissement de tâches de droit public à elles confiées<del>;</del></p> <p>d (nouv.) les organes des Eglises nationales et de leurs entités régionales.</p>			
<p>Art. 74</p> <p>Principe</p> <p><sup>2</sup> Il connaît en outre, en qualité de dernière instance cantonale, des recours</p>	<p>Art. 74 al. 2</p> <p><sup>2</sup> Il connaît en outre, en qualité de dernière instance cantonale, des recours</p> <p>a1 (nouv.) en matière de votations et d'élections des Eglises nationales,</p>			
<p>Art. 76</p> <p>2 De par la compétence d'autres autorités</p> <p><sup>1</sup> Le recours de droit administratif n'est pas recevable contre les décisions et décisions sur recours</p>	<p>Art. 76 al. 1</p> <p><sup>1</sup> Le recours de droit administratif n'est pas recevable contre les décisions et décisions sur recours</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	c1 (nouv.) de la Commission des recours de l'Eglise nationale réformée évangélique, excepté les décisions en matière d'administration de la justice;			
<p>Art. 87 Tribunal administratif</p> <p><sup>1</sup> Le Tribunal administratif connaît en instance unique des actions portant sur</p> <p>b des litiges découlant de contrats de droit public auxquels le canton est partie pour autant que la loi ne confère pas à l'autorité compétente l'obligation de régler le litige par voie de décision;</p>	<p>Art. 87 al. 1</p> <p><sup>1</sup> Le Tribunal administratif connaît en instance unique des actions portant sur</p> <p>b (mod.) des litiges découlant de contrats de droit public auxquels le canton, <u>une Eglise nationale ou l'une de ses entités régionales</u> est partie pour autant que la loi ne confère pas à l'autorité compétente l'obligation de régler le litige par voie de décision;</p>			
	<p><b>5.</b> L'acte législatif <a href="#">170.11</a> intitulé Loi sur les communes du 16.03.1998 (LCo) (état au 01.01.2014) est modifié comme suit:</p>			
<p>Art. 4c Types de fusions de communes</p> <p><sup>2</sup> Les fusions de communes municipales et de communes mixtes sont admissibles.</p>	<p>Art. 4c al. 2 (mod.)</p> <p><sup>2</sup> Les fusions de communes municipales et de communes mixtes <u>en une nouvelle commune ainsi que les fusions de paroisses et de paroisses générales en une nouvelle paroisse</u> sont admissibles.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>Art. 126 Principe</p> <p><sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux paroisses, à moins que la législation sur les Eglises n'en dispose autrement.</p>	<p>Art. 126 al. 1 (mod.)</p> <p><sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux paroisses, à moins que la législation sur les Eglises <del>n'en nationales</del> <u>n'en</u> dispose autrement.</p> <p><sup>2</sup> Ne concerne que le texte allemand.</p>			
<p>Art. 128 Paroisses générales</p>	<p>Art. 128 al. 5 (nouv.)</p> <p><sup>5</sup> Le parlement d'une paroisse générale ou, à défaut, les ayants droit au vote statuent définitivement sur la dissolution de celle-ci et les principes de la liquidation.</p>			
<p>Art. 129 Ressources financières, responsabilité</p> <p><sup>1</sup> Les dispositions de la législation sur les Eglises sont applicables aux ressources financières des paroisses et des paroisses générales.</p>	<p>Art. 129 al. 1 (mod.)</p> <p><sup>1</sup> Les dispositions de la législation sur les Eglises <u>nationales</u> sont applicables aux ressources financières des paroisses et des paroisses générales.</p>			
	<p><b>6.</b> L'acte législatif <a href="#">410.51</a> intitulé Loi concernant les communautés israélites du 28.01.1997 (état au 01.09.1997) est modifié comme suit:</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>Art. 6 Communications</p> <p><sup>1</sup> Les communes municipales et les communes mixtes annoncent l'arrivée de personnes de confession israélite à la communauté israélite concernée.</p> <p><sup>2</sup> La communauté israélite concernée verse aux communes un émolument fixé par le Conseil-exécutif.</p>	<p>Art. 6 al. 1 (mod.), al. 1a (nouv.), al. 2 (abrog.) <del>Communications</del><u>Accès aux données</u> (Titre mod.)</p> <p><sup>1</sup> Les <u>communautés israélites ont accès, selon une procédure d'appel ou d'annonce, aux données des registres du contrôle des habitants des communes municipales et les communes mixtes annoncent l'arrivée de personnes de confession israélite à la communauté israélite concernée, domicile dont elles ont besoin pour enregistrer leurs membres, tenir le registre des votants ou accomplir leurs tâches.</u></p> <p><sup>1a</sup> L'accès aux données au sens de l'alinéa 1 porte aussi, dans la mesure où il est nécessaire, sur des données particulièrement dignes de protection.</p> <p><sup>2</sup> Abrogé(e).</p>			
<p>Art. 7 Enseignement religieux</p>	<p>Art. 7 al. 2 (nouv.), al. 3 (nouv.)</p> <p><sup>2</sup> Les directions d'école leur communiquent gratuitement les listes de classe et les autres données nécessaires à l'organisation de l'enseignement religieux.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<sup>3</sup> L'accès aux données au sens de l'alinéa 2 porte aussi, dans la mesure où il est nécessaire, sur des données particulièrement dignes de protection.			
<p>Art. 8 Accompagnement spirituel dans les établissements publics</p> <p><sup>1</sup> Les membres des autorités religieuses israélites sont admis dans les établissements pénitentiaires, les maisons d'arrêt, les cliniques psychiatriques et les hôpitaux, de même que dans les autres établissements du canton, des communes municipales et des communes mixtes pour la cure d'âmes et les services religieux.</p>	<p>Art. 8 al. 1 (mod.), al. 2 (nouv.), al. 3 (nouv.) Accompagnement spirituel dans les établissements publics institutions</p> <p><sup>1</sup> Les membres des autorités religieuses ministres du culte israélites sont admis sur le territoire cantonal, dans les établissements pénitentiaires, institutions d'exécution judiciaire, les maisons d'arrêt, les cliniques psychiatriques et les hôpitaux, de même que dans les autres établissements institutions soumises à la loi du canton, des communes municipales et des communes mixtes pour 2 décembre 1984 sur la cure d'âmes santé publique (LSP)<sup>1</sup>, à la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH)<sup>2</sup> ou à la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)<sup>3</sup> pour l'accompagnement spirituel et les services religieux.</p>			

<sup>1</sup> [RSB 811.01](#)

<sup>2</sup> [RSB 812.11](#)

<sup>3</sup> [RSB 860.1](#)



Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<p><sup>2</sup> Ces institutions leur communiquent, au cas par cas et sur demande, les nom et adresse des personnes de confession israélite qu'elles accueillent et dont ils ont besoin pour l'accompagnement spirituel.</p> <p><sup>3</sup> Une personne concernée peut s'opposer à la communication de ses données sans fournir de motivation.</p>			
<p>Art. 9 Rémunération des rabbins</p> <p><sup>1</sup> Le Conseil-exécutif peut prévoir par voie d'ordonnance la rémunération partielle ou totale des rabbins par le canton.</p>	<p>Art. 9 al. 1 (mod.)</p> <p><sup>1</sup> Le <u>canton finance au plus le traitement d'un poste de rabbin à temps complet. Le Conseil-exécutif peut prévoir règle les détails</u> par voie d'ordonnance <del>la rémunération partielle ou totale des rabbins par le canton.</del></p>			
<p>Art. 11 Responsabilité et protection des données</p>	<p>Art. 11 al. 1a (nouv.), al. 2 (mod.), al. 2a (nouv.) Responsabilité, <u>voies de droit</u> et protection des données (Titre mod.)</p> <p><sup>1a</sup> L'organe compétent de la communauté israélite concernée statue par voie de décision sur les prétentions contestées qui sont dirigées contre cette communauté et qui concernent des dommages-intérêts ou une indemnité à titre de réparation morale.</p>			

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p><sup>2</sup> Le préfet ou la préfète du siège de la communauté israélite connaît des actions qui portent sur des prétentions découlant du droit public.</p>	<p><sup>2</sup> Le préfet ou la préfète du siège de la communauté israélite connaît des <del>actions-recours contre les décisions au sens de l'alinéa 1a</del> ou les décisions de l'organe compétent de la communauté israélite qui <del>portent</del> <del>sur des prétentions</del> <del>découlant du</del> <del>le</del> droit public.</p> <p><sup>2a</sup> Au surplus, la procédure et les voies de droit sont régies par les dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)<sup>1</sup>.</p>			
	<p><b>7.</b> L'acte législatif <a href="#">415.0</a> intitulé Loi sur les impôts paroissiaux du 16.03.1994 (LIP) (état au 01.01.2013) est modifié comme suit:</p>			
<p>Art. 1</p>	<p>Art. 1 al. 1a (nouv.), al. 2 (mod.)</p> <p><sup>1a</sup> Les revenus de l'impôt paroissial des personnes morales ne peuvent pas être employés à des fins culturelles.</p>			

<sup>1</sup> [RSB 155.21](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p><sup>2</sup> Les paroisses sont constituées conformément à la loi du 6 mai 1945 sur l'organisation des cultes<sup>1</sup>. Les paroisses générales constituées en vertu de l'article 12 de ladite loi sont réputées paroisses et leurs organes correspondants sont réputés assemblée paroissiale ou conseil paroissial.</p>	<p><sup>2</sup> Les paroisses sont constituées conformément à la loi du <del>6 mai 1945</del> <u>XX sur l'organisation des cultes</u> <u>les Eglises nationales - bernoises (loi sur les Eglises nationales, LEgN)</u><sup>2</sup>. Les paroisses générales constituées en vertu de l'article <del>12 de ladite loi</del> <u>13 LEgN</u> sont réputées paroisses et leurs organes correspondants sont réputés assemblée paroissiale ou conseil paroissial.</p>			
<p>Art. 2 Personnes physiques</p> <p><sup>1</sup> Sont assujetties à l'impôt paroissial les personnes physiques qui</p> <p>a sont domiciliées ou séjournent au regard du droit fiscal sur le territoire d'une paroisse selon la loi sur les impôts ou y sont rattachées économiquement;</p>	<p>Art. 2 al. 1</p> <p><sup>1</sup> Sont assujetties à l'impôt paroissial les personnes physiques qui</p> <p>a (mod.) sont domiciliées ou séjournent au regard du droit fiscal sur le territoire d'une paroisse selon la loi <u>du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)</u><sup>3</sup> ou y sont rattachées économiquement;</p>			
<p>Art. 3 2. Début et fin</p> <p><sup>1</sup> L'appartenance à une Eglise nationale se détermine d'après les dispositions de la loi sur l'organisation des cultes.</p>	<p>Art. 3 al. 1 (mod.)</p> <p><sup>1</sup> L'appartenance à une Eglise nationale se détermine d'après <u>les dispositions le droit de la loi sur l'organisation des cultes</u> <u>celle-ci</u>.</p>			

<sup>1</sup>) RSB 410.11

<sup>2</sup>) [RSB XXX](#)

<sup>3</sup>) [RSB 661.11](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>Art. 23 Travailleurs et travailleuses étrangers</p> <p><sup>1</sup> Les travailleurs et travailleuses étrangers qui, en vertu de l'article 112 de la loi sur les impôts<sup>1)</sup>, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité lucrative dépendante et sur les revenus acquis en compensation, sont également assujettis à l'impôt paroissial perçu à la source, lorsqu'ils appartiennent à une Eglise nationale en vertu des dispositions de la loi sur l'organisation des cultes.</p>	<p>Art. 23 al. 1 (mod.)</p> <p><sup>1</sup> Les travailleurs et travailleuses étrangers qui, en vertu de l'article 112 de la loi sur les impôts, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité lucrative dépendante et sur les revenus acquis en compensation, sont également assujettis à l'impôt paroissial perçu à la source, lorsqu'ils appartiennent à une Eglise nationale en vertu <del>des dispositions du droit de la loi sur l'organisation des cultes celle-ci.</del></p>			
	<p><b>8.</b> L'acte législatif <a href="#">641.1</a> intitulé Loi sur les subventions cantonales du 16.09.1992 (LCSu) (état au 01.01.2017) est modifié comme suit:</p>			
	<p><b>Annexes</b></p>			
<p>1 à l'article 18, alinéa 1</p>	<p>1 à l'article 18, alinéa 1 (mod.)</p>			
	<p><b>9.</b> L'acte législatif <a href="#">731.2</a> intitulé Loi sur les marchés publics du 11.06.2002 (LCMP) (état au 01.10.2014) est modifié comme suit:</p>			

<sup>1)</sup> RSB 661.11

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
<p>Art. 2 Champ d'application</p> <p><sup>1</sup> Sont soumis à la présente loi</p>	<p>Art. 2 al. 1</p> <p><sup>1</sup> Sont soumis à la présente loi</p> <p>b1 (nouv.) les Eglises nationales et leurs entités régionales au sens respectivement de l'article 1 et de l'article 9 de la loi du XX sur les Eglises nationales bernoises (loi sur les Eglises nationales, LEgN)<sup>1</sup>,</p>			
	<b>III.</b>			
	<p>1. L'acte législatif <a href="#">410.11</a> intitulé Loi sur les Eglises nationales bernoises du 06.05.1945 (Loi sur les Eglises, LEgl) (état au 01.01.2014) est abrogé.</p>			
	<p>2. L'acte législatif <a href="#">410.211</a> intitulé Décret concernant l'élection des délégués au Synode de l'Eglise réformée évangélique du 11.12.1985 (état au 01.01.2014) est abrogé.</p>			
	<p>3. L'acte législatif <a href="#">410.41</a> intitulé Décret concernant l'Evêché catholique national du 13.04.1877 (état au 13.04.1877) est abrogé.</p>			
	<p>4. L'acte législatif <a href="#">415.2</a> intitulé Décret sur la compensation financière entre les paroisses réformées évangéliques du can-</p>			

<sup>1</sup> [RSB XXX](#)

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	ton de Berne du 09.02.1982 (état au 01.01.1994) est abrogé.			
	<b>IV.</b>			
	<p>1. La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.</p> <p>2. Après avoir entendu les Eglises nationales concernées, le Conseil-exécutif fixe la date d'abrogation des décrets suivants:  a décret concernant l'élection des délégués au Synode de l'Eglise réformée évangélique (RSB 410.211),  b décret du 13 avril 1877 concernant l'Evêché catholique national (RSB 410.41),  c décret du 9 février 1982 sur la compensation financière entre les paroisses réformées évangéliques du canton de Berne (RSB 415.2).</p> <p>3. Le Conseil-exécutif peut avancer la date d'entrée en vigueur de la modification d'actes législatifs énumérés à l'article 42.</p>			
	<p>Berne, le 6 septembre 2017</p> <p>Au nom du Grand Conseil,  la présidente: Zybach  le secrétaire général: Trees</p>	<p>Berne, le 18 décembre 2017</p> <p>Au nom de la commission,  le président: Messerli</p>		<p>Berne, le 31 janvier 2018</p> <p>Au nom du Conseil-exécutif,  le président: Pulver  le chancelier: Auer</p>

Droit en vigueur	Résultat de la première lecture	Proposition de la commission II		Proposition du Conseil-exécutif III
		Majorité	Minorité	
	<i>Texte approuvé par la Commission de rédaction</i>			